

CURIA CONFOEDERATIONIS HELVETICAE

alliance F

RAPPORT ANNUEL 2023



EDITORIAL 2023

Compte-rendu des coprésidentes

Chères membres, chères femmes,

L'année 2023 a été marquée par des troubles et des changements marquants. C'était la dernière année d'une législature au cours de laquelle une pandémie mondiale a également plongé la Suisse dans un état d'urgence. Et aussi la dernière année d'une législature qui a vu le retour de la guerre en Europe avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Ces deux événements majeurs ont rappelé l'importance de la politique en Suisse également : elle est redevenue plus importante aux yeux de nombreux citoyen-ne-s, mais aussi plus disputée. Dans de nombreux dossiers – sécurité, Europe, climat, prévoyance vieillesse, garde des enfants – il faut décider de la direction à prendre. C'était en 2023 et il reste de notre devoir de veiller à ce que ces décisions soient prises en faveur de l'égalité et dans l'intérêt des femmes et non pas contre elles. Nous nous investissons pour cela avec nos allié-e-s dans tous les partis. Beaucoup a été fait, mais il reste encore beaucoup à faire.

Un fondement essentiel de tous nos efforts est la représentation équitable et démocratique des femmes dans les principaux organes de décision politique du pays. Lors des élections nationales de 2023, la part des femmes au Conseil national est restée pratiquement stable à 38,5 %. Au Conseil des États, elle a même augmenté pour atteindre le nouveau record de 35 %. Cela a été possible grâce à une alliance interpartis remarquable : dans plusieurs cantons, plusieurs partis ont soutenu ensemble une excellente candidature féminine – et ont ainsi battu le candidat masculin de l'UDC qui se présentait à chaque fois. Nous continuons, en tant qu'alliance F, à soutenir les alliances interpartis en faveur des femmes et de l'égalité, aussi bien en coulisses qu'à l'extérieur, et nous sommes convaincu-e-s que ceux qui négligent les préoccupations des femmes, qui oublient leur réalité – et celle de nombreux hommes et pères engagés – ont désormais, à juste titre, du mal à se faire élire.

L'engagement constant des femmes et de leurs alliés au-delà des partis a permis d'obtenir quelques succès au Parlement en 2023 : le nouveau droit pénal en matière sexuelle reconnaît enfin davantage les réalités de la violence sexuelle. Nous nous sommes engagé-e-s avec succès en faveur d'un programme de recherche sur la médecine de genre, l'interdiction faite aux mères de faire de la politique, encore en vigueur, sera levée et, dans le cadre de la révision de la loi sur la prévoyance professionnelle, il est prévu d'abolir la déduction de coordination fixe, qui pénalise le temps partiel.

Nous sommes toujours confronté-e-s à des vents contraires dans nos efforts pour considérer l'accueil extrafamilial des enfants de qualité et à un prix abordable comme un élément d'une infrastructure nécessaire et urgente en Suisse également. Nous devons adapter notre infrastructure de garde d'enfants aux nombreuses familles qui en dépendent de manière essentielle – indépendamment du fait que certains parents utilisent d'autres possibilités de garde d'enfants. Enfin, nous planifions également nos transports publics en fonction des centaines de milliers de personnes qui doivent obligatoirement faire la navette chaque jour pour se rendre au travail – même si certains ne les utilisent que pour l'excursion dominicale au bord du lac Léman.

EDITORIAL 2023

Nous continuons à travailler d'arrache-pied pour que cette conviction s'impose également en Suisse. En 2023, nous et nos allié-e-s nous sommes engagé-e-s sans relâche pour la loi sur les crèches, qui est toujours en suspens au Conseil des États. Nos expertes se sont exprimées au sein de la commission compétente, nous avons lancé une pétition à fort impact public et avons fourni de nombreuses heures de travail de persuasion dans et autour du Palais fédéral. Ce travail nous accompagnera encore en 2024 – tout comme l'engagement pour un congé parental et pour l'imposition individuelle.

Dans la sphère du discours public, le ton peu objectif, haineux et parfois misogyne qui caractérise les débats sur l'égalité des genres, le travail à temps partiel ou encore l'information dans les écoles dans différents médias était préoccupante en 2023. La commune zurichoise de Stäfa a même dû annuler une journée de prévention à cause de menaces. Alliance F s'oppose à ce que l'on appelle le « gender backlash », d'une part en informant la classe politique sur de telles stratégies de cadrage et, d'autre part, en donnant l'exemple et en exigeant un discours différencié et objectif. D'autre part, nous participons activement au débat, dans la mesure où nos ressources nous le permettent, en fournissant des analyses, des contributions d'invité-e-s et des commentaires. Dans plusieurs cas, notamment lors de la discussion sur le travail à temps partiel, nous avons réussi à ramener le débat sur le terrain des faits.

Dans l'ensemble, il reste à constater comme au début : beaucoup de choses ont été réalisées, mais il reste beaucoup de travail. C'est ainsi que l'année dernière, nous avons également élaboré le programme politique de la prochaine législature (2023 à 2027) en échangeant avec nos organisations membres. Il s'agit du deuxième programme de législature d'alliance F, qui aura bientôt 125 ans, et il devrait être adopté lors de l'assemblée des déléguées en avril. Nous sommes venues pour rester.



Maya Graf
co-présidente alliance F et conseillère
aux États BL



Kathrin Bertschy
directrice déléguée alliance F, co-présidente et conseillère
nationale BE

L'ANNÉE 2023 EN CHIFFRES

10'000 PERSONNES

ONT REMIS EN QUESTION LEURS CHOIX DE VIE GRÂCE À L'OUTIL FINANCIER CASH OR CRASH.

1 FONDATION CRÉÉE NOUVELLEMENT

LA PUBLIC DISCOURSE FOUNDATION S'ENGAGE CONTRE LA VIOLENCE VIRTUELLE. IL S'AGIT AINSI DU TOUT PREMIER SPIN-OFF DE L'ALLIANCE F.

21 MENTORINGS

EN LIGNE OU SUR PLACE : DES FEMMES DE 24 CANTONS ONT ÉTÉ PRÉPARÉES À LEUR CARRIÈRE POLITIQUE GRÂCE AU MENTORINGS DE HELVETIA VOUS APPELLE !

5 SIÈGES SUPPLÉMENTAIRES

POUR LA PREMIÈRE FOIS, LA SUISSE COMPTE 16 CONSEILLÈRES AUX ÉTATS, DONT CINQ ONT ÉTÉ NOUVELLEMENT ÉLUES AU CONSEIL. AVEC UNE PROPORTION DE 35 %, IL S'AGIT DÉSORMAIS D'UN RECORD HISTORIQUE !

16'816 SIGNATURES

C'EST LE NOMBRE DE PERSONNES QUI SE SONT PRONONCÉES POUR DES PLACES D'ACCUEIL MOINS CHÈRES AU NIVEAU NATIONAL PAR LE BIAIS D'UNE PÉTITION SUR LES CRÈCHES. EN OUTRE, 1535 FACTURES DE CRÈCHES TROP CHÈRES ONT ÉTÉ DÉPOSÉES (ÉTAT AU 31.12.23).

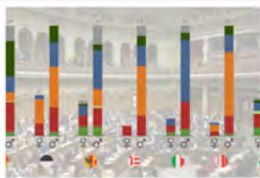
5 RÉPONSES À LA CONSULTATION

ONT ÉTÉ DÉPOSÉES, REPRENANT NOS INPUTS À TRAVERS LES LUNETTES DE L'ÉGALITÉ.

ALLIANCE F

ARTICLES DE PRESSE:

EN 2023



Opération parité aux Chambres fédérales: les cantons romands sont en avance

16.01.2023



Wahlen 2023: Frauenallianz strebt weibliche Mehrheit im Parlament an – und das Interesse ist riesig

19.02.2023



«L'alliance pour les crèches» à l'assaut du Parlement

27.02.2023



Maya Graf über die mögliche Einigung bei der BVG-Reform

13.03.2023



Unterschiedliche Meinungen über die Pensionskassenreform

14.04.2023



Wieso Elisabeth Kopp erst spät zum Vorbild werden durfte

15.04.2023



Gleich viel Geld für Mütter und Soldaten: Erwerbsersatzanpassung dürfte Erfolg haben

01.05.2023



«Es stört mich, wenn ihr Wut schürt» – «Dann lehnen wir uns zurück, chillen?»: Das grosse Streitgespräch zum Frauenstreik

11.06.2023



Vom Sexualstrafrecht bis zur Gendermedizin: Das haben die Frauen im Parlament seit dem Frauenstreik erreicht

14.06.2023



alliance F organisiert während des Frauenstreiks ein Podium im Bundeshaus

15.06.2023



Die teuersten Kitas Europas: Der Bundesrat knausert und...

Watson Artikel: alliance F setzt sich dafür ein, dass die Schweizer Kitas nicht mehr die teuersten sind

30.06.2023



Kathrin Bertschy im Interview: «Ich erwarte, dass Frauen mindestens so adäquat im Parlament vertreten sind wie 2019»

19.08.2023



"Züri Today" berichtet über unser neues Online-Tool "Cash or Crash"

28.08.2023



Frauenanteil im Parlament: Einschätzung von "Helvetia ruft!" Co-Initiantin Flavia Kleiner bei "10vor10"

25.09.2023



Les sénatrices seront plus nombreuses sous la Coupole

19.11.2023



Hass gegen Frauen – Sechs Politikerinnen fordern strengere Strafen

06.12.2023

DOSSIERS POLITIQUES

Loi sur les crèches et pétition

Il n'y a guère d'autres pays au monde où les parents paient autant pour l'accueil extrafamilial des enfants qu'en Suisse. Les frais de crèche pour un couple avec deux enfants engloutissent en moyenne 35 pour cent d'un salaire moyen : entre 3400 et 5200 francs par mois selon le canton. La Suisse est mal classée dans toutes les comparaisons internationales sur la disponibilité et la qualité de l'accueil extra-familial des enfants : l'un des derniers rapports de l'Unicef la place en 38e position sur 41 – derrière des pays comme la Bulgarie, le Mexique, la Hongrie ou la Turquie.

Ces coûts touchent particulièrement la classe moyenne, car dans de nombreux cantons, les ménages à très faibles revenus reçoivent des subventions, du moins en partie. L'Organisation de coopération et de développement

économiques (OCDE) a fait le calcul : lorsque des parents – souvent des mères – reprennent une activité professionnelle après un congé parental, il ne leur reste en moyenne que 35 francs dans leur porte-monnaie sur 100 francs gagnés : le reste disparaît pour des impôts plus élevés, des réductions (caisses maladie) qui disparaissent et des frais de garde. Il n'est donc guère intéressant pour elles d'exercer une activité professionnelle supplémentaire – et ce, en période de pénurie de main-d'œuvre qualifiée.

Pour faire avancer la loi sur les crèches, nous avons coordonné une réponse à la consultation, suivi le dossier au Conseil national et l'avons accompagnée de nombreuses lettres. En juillet, nous avons participé aux auditions de la commission du Conseil des États et, à la fin de l'automne, nous avons lancé une pétition en ligne pour laquelle nous avons recueilli, en plus des signatures, les factures de crèche chères des parents. En novembre, nous nous sommes rendus tôt le matin sur la Place fédérale pour remettre aux membres de la Commission des sciences, de l'éducation et de la culture (CSEC) du Conseil des États une enveloppe remplie de factures de crèche. Nous étions accompagné-e-s de différent-e-s professionnel-le-s, comme une physiothérapeute et un ingénieur, qui ont parlé avec les conseillers aux États de leurs réalités financières.'

La commission du Conseil des États poursuit maintenant ses délibérations sur la proposition du Conseil national de réduire le prix de l'accueil extrafamilial des enfants. Nous nous investissons également en 2024 dans le cadre des délibérations.



Pour en finir avec les coûts exorbitants des crèches : des professionnels devant le Palais fédéral. Image : Yoshiko Kusano

DOSSIERS POLITIQUES

Droit pénal sexuel

Alors qu'en décembre 2022, le Conseil national avait encore exigé la solution du consentement (« Oui c'est oui ») en matière de droit pénal sexuel, le Conseil des États n'était pour sa part pas prêt à renoncer à sa solution de l'opposition (« Non c'est non »).

Finally, la Chambre des cantons a approuvé un compromis selon lequel il y a viol, agression sexuelle ou contrainte sexuelle lorsque les personnes concernées ont exprimé leur désaccord avec l'acte par des mots, des gestes et même en se figeant (freezing). La reconnaissance du « freezing » en particulier - ainsi que le débat public et l'information qui l'accompagnent - sont essentiels pour les trop nombreuses survivantes de violences sexuelles en Suisse : pendant trop longtemps, le droit pénal suisse a reflété la conviction erronée que la réaction traumatique très répandue du figement devait être interprétée comme l'expression d'un consentement. Il était grand temps que cela change enfin, c'est un grand succès.

Outre la révision du droit pénal en matière sexuelle, le Parlement a adopté d'autres mesures visant à améliorer la prise en charge des personnes ayant subi des violences sexuelles, comme la création de centres de crise, l'instauration d'un dialogue entre la Confédération et les cantons et la réalisation d'une étude visant à déterminer les besoins des victimes.

La Session des femmes 2021 n'a pas été le seul élément central de ce succès, mais aussi la collaboration avec d'autres organisations, des groupes professionnels concernés de la justice, des centres de conseil aux victimes, des politiciens et politiciennes de différents partis ainsi que des collectifs. Les revendications communes ont donné de la visibilité - également dans les médias - et donc du poids.

L'amélioration du droit pénal en matière sexuelle entrera en vigueur à la mi-2024. Nous nous réjouissons de la nette amélioration et de la modernisation du droit pénal en matière sexuelle, mais nous nous engageons également à l'avenir pour d'autres améliorations telles qu'une solution claire en matière de consentement.



Une militante d'Amnesty International lors d'une manifestation à Berne en mai 2022. Image : Alessandro Della Valle / Keystone

DOSSIERS POLITIQUES

Imposition individuelle

Les personnes qui paient des impôts en Suisse devraient à l'avenir être imposées individuellement. Les couples mariés rempliraient donc chacun leur propre déclaration d'impôt. C'est ce que veulent le Conseil fédéral et le Parlement. L'imposition individuelle est également une revendication importante et de longue date d'alliance F, car elle crée de fortes incitations au travail pour les deuxièmes revenus et favorise ainsi l'égalité des chances entre hommes et femmes. L'État profite de recettes fiscales supplémentaires, l'économie d'une offre plus importante de main-d'œuvre qualifiée et la société d'une plus grande égalité et d'une meilleure protection économique pour de nombreuses femmes. Cela soulagera l'État social de demain.

Une mise en œuvre conséquente de l'imposition individuelle permet également de supprimer la pénalisation du mariage. Et ce, sans introduire en contrepartie une pénalisation du concubinage ou des personnes seules, comme cela serait inévitablement le cas avec d'autres propositions de suppression de la pénalisation du mariage (notamment l'imposition commune avec barème splitting).

Les effets positifs de l'imposition individuelle sur l'économie nationale sont bien documentés scientifiquement. Le potentiel de main-d'œuvre est loin d'être exploité en Suisse. La raison en est notamment la charge fiscale disproportionnée sur le deuxième salaire. Selon une étude d'Ecoplan, le potentiel de travail supplémentai-

re correspond à une croissance de l'emploi pouvant atteindre 60 000 équivalents temps plein. L'estimation plus conservatrice de 47'000 emplois à plein temps dans le message du Conseil fédéral est également un argument de poids en faveur du projet. D'un point de vue macroéconomique, tout plaide en faveur de l'introduction de l'imposition individuelle.

Pour la consultation ouverte en décembre 2022, alliance F a rédigé avec ses partenaires une prise de position type qui a été déposée à plusieurs reprises. L'accent y était mis sur les incitations à l'exercice d'une activité lucrative ainsi que sur la suppression de la déduction fiscale pour les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative. Le Conseil fédéral a ensuite adapté les valeurs de référence dans le sens de l'égalité et de l'économie nationale, ainsi que de l'alliance F. La proposition a été acceptée par le Parlement.

En 2024, les délibérations au sein des commissions compétentes commenceront.



A l'avenir, les conjoints seront également imposés individuellement.
Graphique : alliance F

DOSSIERS POLITIQUES

Prévoyance vieillesse / LPP

En mars 2023, le Parlement a terminé l'examen de la réforme de la prévoyance professionnelle (LPP) : l'erreur de système de la déduction de coordination fixe doit être supprimée et le seuil d'entrée du salaire annuel doit être abaissé. Les petits revenus et les travailleurs et travailleuses à temps partiel – dont un nombre de femmes supérieur à la moyenne – seront ainsi mieux protégé·e·s pour la retraite, mais aussi pour l'invalidité. C'est une urgence, réclamée depuis des décennies par diverses organisations féminines et des politiciennes de presque tous les partis. Il s'agit en outre d'un mandat de l'assemblée des délégué·e·s d'alliance F de 2017 et d'une partie de notre programme de législature sur l'égalité.

D'autres éléments de la réforme – notamment l'abaissement du taux de conversion à 6 % ainsi que le montant des paiements compensatoires pour la génération de transition – sont diversement appréciés par les organisations membres. La population aura le dernier mot, puisque le référendum a été déposé fin mars 2023.

C'est pourquoi les membres d'alliance F se prononceront sur la réforme lors de l'assemblée des délégués de 2024. Alliance F se félicite que les électeurs et électrices puissent participer démocratiquement à ce choix important pour la modernisation du 2e pilier.

Plus de recherche en médecine de genre

Le Programme national de recherche « Médecine, santé et genre », nommé PNR 83 et réalisé sur mandat du Conseil fédéral, a été lancé fin 2023. Sa réalisation a été demandée grâce à différentes interventions, dont celle de la session des femmes 2021.

L'objectif de ce programme national de recherche est de créer en Suisse une base de connaissances fondée sur des preuves pour la prise en compte du sexe et du genre dans les domaines de la recherche sur la santé, de la médecine et de la santé publique. La phase de recherche du programme dure cinq ans et le budget total s'élève à onze millions de francs.

Le financement de projets de recherche dans les domaines des sciences de la santé et de la santé publique, axés sur le sexe et le genre, doit permettre de stimuler un changement de système et de définir des normes pour la mise en œuvre de ce changement en Suisse.



Médecine, santé et genre
Programme national de recherche

DOSSIERS POLITIQUES

Levée de l'interdiction politique pour les mères en congé maternité

En septembre 2023, le Parlement a modifié la pratique choquante des allocations pour perte de gain pour les femmes politiques en congé de maternité et a adopté à une large majorité une précision de la loi qui accorde leurs droits politiques aux femmes politiques en congé de maternité. De nombreuses conseillères cantonales ont dû faire une pause politique forcée ces dernières années. Les caisses de compensation leur ont en effet retiré avec effet immédiat les allocations pour perte de gain liées à leurs professions lorsqu'elles participaient à un vote au conseil pendant leur congé maternité.

Notre coprésidente, Kathrin Bertschy, a porté l'affaire devant les tribunaux : le Tribunal fédéral a toutefois raté l'occasion de réviser cette pratique problématique du point de vue de la politique nationale. Nous avons donc porté l'arrêt du Tribunal fédéral devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg et restons dans l'attente de la décision pour le moment.

Même allocation pour perte de gain pour les soldats et les mères

Les nouvelles mères ont eu de bonnes nouvelles en 2023 : la maternité et le service militaire devraient à l'avenir être traités financièrement de la même manière. Après le Conseil des États, le Conseil national demande que les indemnités journalières maximales pour le service militaire et le congé maternité soient alignées. Aujourd'hui, les personnes qui font leur service militaire touchent au maximum 246 francs, contre 220 francs pour les mères. alliance F s'engagera à nouveau dans le processus d'écriture de la loi au printemps 2024 et formulera une réponse à la consultation.



Les personnes servant dans l'armée et les mères recevront à l'avenir la même APG. images: Philipp Schmiedli (VBS) und Kyle Nieber (Unsplash)

DOSSIERS POLITIQUES

Amélioration de la protection des étrangers

En décembre 2023, la majorité du Conseil national a enfin décidé qu'une pratique de la Suisse contraire aux droits de la personne humaine devait être abrogée.

En effet, si une personne victime de violence se sépare actuellement de son partenaire en raison de violences domestiques, elle perd l'autorisation de séjour qu'elle a obtenue par le mariage ou le partenariat. Par peur d'être renvoyées dans leur pays d'origine pour un avenir incertain, de nombreuses personnes victimes de violence se voient contraintes de rester dans la relation marquée par la violence, parfois avec leurs enfants. Nous espérons maintenant vivement que le Conseil des États adoptera également cet objet en 2024.

L'inégalité salariale doit être punissable

La motion « Pour en finir avec les paroles en l'air. A travail égal, salaire égal » a été transmise au Conseil national. Elle demande que les entreprises qui ne respectent pas l'égalité salariale entre femmes et hommes soient sanctionnées. Des hommes et des femmes politiques de tous les groupes avaient signé la motion. En effet, depuis des années, toutes les tentatives visant à faire passer l'art. 8 de la Constitution, qui exige un salaire égal pour un travail égal, au niveau de la loi échouent. Au lieu de fixer des critères et des sanctions comme le font habituellement les directives, il suffit pour le moment d'établir des analyses et des rapports.

L'affaire passe maintenant au Conseil des États. Ce n'est que si ce dernier l'approuve également que le Conseil fédéral devra élaborer une modification de loi correspondante.



Séparation pour cause de violence domestique : à l'avenir, les personnes concernées pourront conserver leur autorisation de séjour. Image : iStock Photo

CONSULTATIONS SOUMISES

Les consultations suivantes ont été entre autre déposées par alliance F en 2023 :

Consultation sur l'initiative parlementaire « Garantir la pratique pour raisons personnelles majeures visée à l'art. 50 LEI en cas de violence domestique », qui entraînerait une modification de la loi fédérale sur les étrangers et l'intégration.

Consultation sur la nouvelle stratégie de coopération internationale, qui est mise à jour tous les quatre ans. Il est frappant de constater que les droits des femmes sont cette fois-ci très peu pris en compte.

Prise de position sur la vision d'ensemble « Encouragement du potentiel de main-d'œuvre indigène », dans le cadre de laquelle le Conseil fédéral entend augmenter de manière ciblée la compétitivité des travailleurs et travailleuses âgé-e-s par des formations et des perfectionnements et faciliter ainsi leur réinsertion professionnelle.

Prise de position sur « Étendre au harcèlement obsessionnel ('stalking') le champ d'application des dispositions du CP relatives aux délits ». À l'avenir, le stalking (le fait de poursuivre et de harceler une personne de manière intentionnelle et répétée) doit être considéré comme une norme pénale à part entière.

PROJETS

Helvetia vous appelle !

Helvetia vous appelle !, le mouvement suisse et interpartis des femmes en politique, a déjà été actif en amont des dernières élections fédérales de 2019 et a contribué de manière déterminante à l'augmentation de la proportion de femmes au Conseil national et au Conseil des États. En prévision des élections nationales d'octobre 2023, Helvetia appelle ! a également mené sa campagne avec pour objectif de voir 50 % de femmes siéger au Parlement suisse.

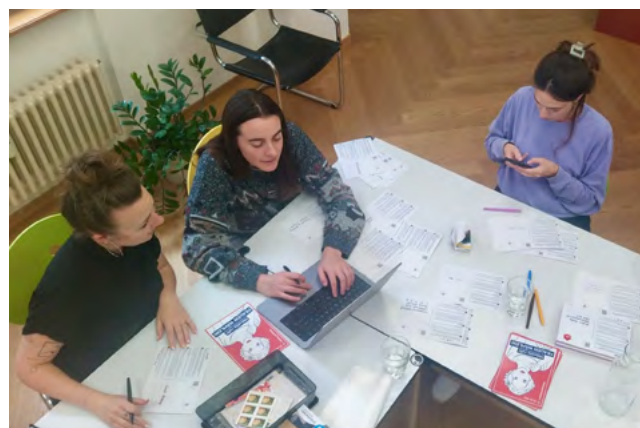
En cette année électorale 2023, nous avons pu organiser ces mentorings de janvier 2023 à juin 2023, qui ont été un grand succès : l'équipe de d'Helvetia vous appelle ! a proposé en 2023 21 créneaux de cours sur quatre thèmes, dont trois en français. Ils ont été dispensés par 14 mentor-e-s. Environ 400 inscriptions ont été enregistrées, provenant de 24 cantons, de tous les partis et des trois régions linguistiques.

Le 1er juin 2023, alliance F a organisé l'Helvetia Super Day : avec une visite personnelle du Palais fédéral, un grand bilan intermédiaire des listes électorales des partis et des ateliers instructifs, nous avons offert un programme concentré aux candidates au Conseil national et aux personnes intéressées de toute la Suisse au Palais fédéral et au Forum Raiffeisen. Les présidents de presque tous les partis étaient notamment invités à s'exprimer sur l'état des listes électorales provisoires de leurs partis. Lors des élections nationales de 2023, 93 femmes ont été élues. Le

nombre de femmes au Parlement a donc pu être maintenu. Et bien que l'UDC, qui a obtenu de mauvais résultats en termes de représentation des femmes, soit clairement la gagnante des élections (sur les 21 nouveaux parlementaires élus, trois seulement sont des femmes) et que le parti des Vert-e-s, particulièrement exemplaire dans la constitution de ses listes, ait perdu plusieurs sièges féminins, ces deux évolutions n'ont pas pu nuire autant à la proportion de femmes au Parlement. La démocratie suisse est devenue plus robuste – les changements dans la force des partis n'entraînent plus de fortes variations dans la représentation des genres au Conseil.

En outre, les élections ont également permis quelques percées historiques : avec l'élection de la première conseillère nationale de Nidwald depuis l'introduction du droit de vote des femmes en 1971 (Regina Durrer-Knobel, Le Centre), et l'élection de la première conseillère aux États schwyzoise depuis 1971 (Petra Gössi, PLR), ce qui souligne également l'impact du projet Helvetia vous appelle ! en Suisse centrale. Les élections au Conseil des États, en particulier, ont clairement montré une chose : les femmes sont devenues un facteur de pouvoir avec les élections de 2023 : en tant que candidates, et en tant qu'électrices. C'est une bonne nouvelle.

PROJETS



Grand bilan intermédiaire de la liste électorale et mentorings en juin 2023 (quatre photos du haut), table ronde sur la propre campagne électorale et action de cartes postales. images: Aleksandra Zdravkovic, Rosalynne Reber & Flavia Kleiner

PROJETS

Pro Choice

Les deux initiatives anti-avortement « La nuit porte conseil » et « Sauver les bébés viables » ont échoué en juin 2023. Les opposants radicaux à l'avortement voulaient par ce biais limiter les interruptions de grossesse. Mais les signatures pour les projets n'ont pas été suffisantes. La population suisse s'est donc à nouveau rangée derrière cette loi importante et s'en tient au régime du délai introduit il y a plus de 20 ans.

Alliance F a créé l'alliance interpartis « Pro Choice » pour la protection des droits à l'avortement. L'objectif est d'unir nos forces pour lutter à l'avenir contre toute atteinte à l'autodétermination. Seul un accès illimité à l'avortement permettra de protéger la santé physique et psychique des femmes. Le libre choix d'avoir ou non des enfants, le cas échéant, le moment d'en avoir, est un droit humain.



Pro-Choice-Plakat an der Frauenstreik-Demonstration in Zürich
image : Anne-Sophie Keller

Check your salary

A l'occasion de l'Equal Pay Day, qui tombait en 2023 le 18 février 2023, nous nous sommes associés à l'association Business & Professional Women Switzerland (BPW Switzerland) et avons exploité les synergies. L'objectif de cette campagne commune était d'unir les forces d'alliance F et des quarante clubs BPW de Suisse pour donner un nouveau souffle et une grande visibilité au discours sur l'égalité salariale – afin que les futures Equal Pay Days tombent déjà le 1er janvier.

Check your Salary a ainsi déjà commencé à planifier l'Equal Pay Day fin 2022 en collaboration avec BPW et a pu faire concevoir et programmer une nouvelle sous-page pour l'action. Le design de la plateforme a été étendu avec une figure de l'Equal Pay Day.

Tant alliance F que BPW ont pu attirer activement l'attention sur l'action dans leurs newsletters et leurs soirées de club. BPW a écrit aux entreprises pour les inciter à participer à Check your Salary et à rendre publiques leurs analyses salariales.

Bien que la campagne se soit terminée avec l'Equal Pay Day 2023, le projet Check your Salary a reçu beaucoup d'attention et a été largement diffusé au sein des clubs BPW – ce qui aura également un effet positif sur le projet à long terme.

PROJETS

Cash or Crash

En Suisse, la culture financière est lacunaire, en particulier chez les femmes. Ce manque de connaissances est l'une des raisons des différences de revenus en Suisse : les femmes ont plus souvent des problèmes pour subvenir à leur existence que les hommes lorsqu'elles se séparent. Leur rente mensuelle à la retraite est inférieure de 1400 francs en moyen et ne suffit souvent pas à elle seule pour vivre. Alors que des offres ont été créées ces dernières années pour les femmes qui s'informent consciemment sur les thèmes financiers, il n'existe jusqu'à présent aucune plate-forme à bas seuil qui explique de manière ludique et loin de tout langage financier les conséquences des opportunités d'emploi manquées, de la répartition inégale du travail rémunéré et d'un divorce inattendu. Le nouveau projet Cash or Crash d'alliance F vise à combler cette lacune.

Fin août, Cash or Crash a été mis à la disposition du public en version bêta. La traduction française a suivi en octobre.

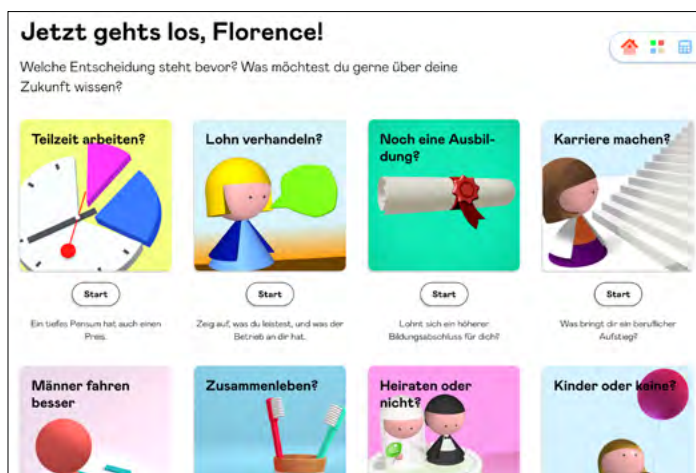
Le lancement a été un succès. Cash or Crash fonctionne de manière fiable et les réactions des utilisateurs sont extrêmement positives. Jusqu'à présent, près de 10 000 utilisateurs ont examiné, remis en question et même replanifié leurs décisions de vie sur Cash or Crash. Une bonne portée pour un outil en ligne qui, jusqu'à présent, n'a pas fait l'objet d'une publicité, mais a été popularisé par des médias sociaux et le tra-

vail médiatique de l'association.

La version bêta de Cash or Crash a été financée par des aides financières du Bureau fédéral de l'égalité. L'outil doit être connu dans une deuxième phase du projet, à partir de l'été 2024, par une campagne de sensibilisation à grande échelle. Pour cette campagne, alliance F est à la recherche d'autres partenaires de projet.



La version bêta de la plateforme en ligne Cash or Crash a été lancée à l'automne 2023. image : alliance F



Présentation en ligne du site cashorcrash.ch. Image : alliance F

PROJETS

Création fondation: Public Discourse

Le projet Stop Hate Speech, jusqu'ici interne, devient une fondation indépendante à laquelle l'ETH Zurich participe également. En tant que fondation d'utilité publique et politiquement indépendante, la Public Discourse Foundation a pour but d'étudier et de renforcer le discours public sur Internet. Au printemps, alliance F a donc dû faire ses adieux à 5 collaborateurs de mérite – et saluer une histoire à succès qui continue à s'écrire.

Elle développe des stratégies visant à réduire le langage toxique et à encourager les contributions constructives, et traduit ces connaissances issues de la recherche en solutions évolutives. Son objectif est d'améliorer le discours public de manière à ce que le plus grand nombre possible de personnes se sentent invitées à y participer. La fondation mène notamment des activités de sensibilisation dans les médias sociaux.



PUBLIC
DISCOURSE
FOUNDATION

Objectiver le débat sur le genre

Sur les plateformes d'information et les réseaux sociaux, nous rencontrons toujours les mêmes mythes et arguments qui propagent une vision du monde hétéronormative, binaire, patriarcale, stéréotypée sur le genre et/ou misogynie. En amont des élections nationales, le projet pilote « Des faits contre des mythes » a été lancé en collaboration avec männer.ch (association faitière des organisations masculines & paternelles suisses).

Dans le cadre de cette coopération, un document interne a été élaboré, dans lequel des arguments contre des affirmations spécifiques ont été rassemblés et accompagnés d'éléments de texte de contre-attaque. Pendant plus d'un mois, les champs de commentaires de 20 articles problématiques ont été activement utilisés. La leçon à retenir : un bon commentaire basé sur des faits est déjà précieux et est lu et aimé.

männer.ch
Dachverband der Schweizer
Männer- und Väterorganisationen

ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION

Assemblée générale des délégué·e·s

Juste à temps pour le début turbulent du printemps – peu après que le Conseil fédéral eut annoncé la fusion de l'UBS et du Crédit Suisse – alliance F a organisé son assemblée annuelle des délégué·e·s. Elle a apporté aux délégué·e·s de nombreuses bonnes nouvelles concernant l'année écoulée. Le projet d'alliance F « Helvetia vous appelle ! » a suscité un grand intérêt. Il a également été annoncé officiellement que le projet Stop Hate Speech, jusqu'ici interne, deviendrait une fondation indépendante, à laquelle participerait également l'EPF de Zurich. alliance F a ainsi perdu des collaboratrices et collaborateurs de mérite, dont Sophie Achermann, qui a dirigé alliance F avec beaucoup de passion pendant cinq ans et qui a mis sur pied avec son équipe de grands projets et événements, comme la Session des femmes ou le Grütli des Femmes en 2021.



Assemblée des délégués 2023 à Berne. image : Anne-Sophie Keller

Grève des femmes aussi au Palais fédéral

La journée de grève et d'action des femmes du 14 juin a été colorée et bruyante. En amont de la manifestation, les médias ont lancé quelques polémiques sur l'utilité de la grève et sur les prétendus grands clivages droite-gauche entre les femmes.

Alliance F a organisé un événement au Palais fédéral, auquel ont participé environ 80 femmes et où des représentantes éminentes de tous les partis se sont retrouvées sur le podium pour échanger sur les succès et les défis de la dernière législature 2019-2023. Les préoccupations en matière d'égalité trouvent leur place dans les textes de loi.



Rétrospective de la législature 2019-2023 en matière d'égalité : Podium au Palais fédéral. image: Yoshiko Kusano

ACTIVITÉS DE L'ASSOCIATION

Conférence des présidentes

« Bien, organisez-vous, nos adversaires s'organisent aussi ». C'est en ces termes que la Conseillère fédérale Elisabeth Baume-Schneider a accueilli les présidentes, secrétaires générales et les membres de comité des 100 associations féminines affiliées à alliance F. Des représentantes allant de la Société suisse des femmes artistes en arts visuels, en passant par les infirmières, l'organisation lesbienne LOS, les Centres de liaison féminines de plusieurs cantons jusqu'au groupes de femmes des partis se sont réunies pour discuter de leur programme politique pour la prochaine législature.

La Conseillère fédérale Baume-Schneider, invitée à prendre la parole, a promis de contribuer à ce que la politique de l'égalité progresse au cours des quatre prochaines années et s'est engagée à faire de ce thème une priorité dans son département. Par exemple, un salaire égal pour un travail égal ne doit pas être uniquement un slogan, en matière d'égalité salariale, mais une réalité. Elisabeth Baume-Schneider a également raconté des anecdotes de l'époque où elle était conseillère d'État et avait encore des enfants en bas âge. Pour des raisons de sécurité, elle n'a pas pu se rendre à une rencontre avec un ministre étranger avec sa poussette et a dû confier son enfant au ministre. « Nous devons être courageuses et solidaires, et défendre notre position » a dit Elisabeth Baume-Schneider. Le programme de législature finalisé sera adopté lors de l'assemblée des déléguées d'alliance F en avril.

Hearing du Conseil fédéral

Comment les trois candidats au Conseil fédéral Beat Jans (PS), Jon Pult (PS) et Gerhard Andrey (Les Vert-e-s) s'engageraient-ils pour l'égalité? Avec environ 80 parlementaires et membres d'alliance F intéressé-e-s, alliance F a organisé un hearing au Palais fédéral quelques jours avant les élections. Les candidats ont eu l'occasion d'exposer leur point de vue sur l'égalité entre hommes et femmes dans la politique, l'économie et la société et de répondre à des questions spécifiques. La rencontre s'est déroulée à huis clos, sans la présence du public et des médias. Et depuis, nous savons qui a remporté la course.



Audition du Conseil fédéral quelques jours avant l'élection : Beat Jans répond aux questions des femmes présentes. image : Lorena Strub

COMPTES ANNUELS 2023

Désignation	Solde
ACTIF	
Actifs circulants	
Liquidités et titres	150'107.78
Créances résultant de livraisons et prestations	109'527.47
Autres créances à court terme	304.67
Actifs de régularisation	16'759.70
Total actifs circulants	276'699.62
Actifs immobilisés	
Placements financiers	123'972.45
Total actifs immobilisés	123'972.45
Total actif	400'672.07
PASSIF	
Capitaux de tiers à court terme	
Engagement financier à court terme, livraison, prestation	16'551.25
Engagement financier à court terme	241'291.30
Passifs de régularisation	80'994.23
Total capitaux de tiers à court terme	338'836.78
Capitaux de tiers à long terme	
Provisions à long terme	6'000.00
Total capitaux de tiers à long terme	6'000.00
Capital propre	
Capital de l'association	67'576.90

COMPTES ANNUELS 2023

Comptes de résultat 2023

alliance F

en CHF

Désignation	Solde
Projets d'utilité publique	
Revenus projets d'utilité publique	908'783.59
Charges projets d'utilité publique	-886'902.13
Total projets d'utilité publique	21'881.46
Activités associatives	
Recettes association	
Cotisations des membres individuel·le·s	50'531.22
Cotisations des organisations	23'734.50
Parrainage, dons	78'579.13
Autres dons (tiers)	85'880.20
Donateurs et donatrices	7'302.00
Baisse de rendement, commissions	-1'199.14
Pertes sur débiteurs	-3'000.00
Charges assemblées des délégué·e·s	-2'449.00
Charges conférence des présidentes	-5'636.00
Total recettes association	233'742.91

COMPTES ANNUELS 2023

Projets politiques

Revenu projets politiques	148'980.00
Charges projets politiques	-282'991.45
Total projets politiques	-134'011.45

Total recettes association et projets politiques **99'731.46**

Frais administratifs

Charges de personnel	-145'474.85
Charges de locaux	-30'486.15
Charges véhicules/transports	-2'812.05
Assurance de choses	-850.10
Charges administration	-64'759.10
Charges informatique	-16'080.32
Charges publicité	-13'363.39
Frais administratifs des projets	108'035.00
Total frais administratifs	-165'790.96

Reste

Amortissements	-2'176.70
Résultat financier	5'245.51

Résultat extraordinaire 47'673.57

Total reste **50'742.38**

Total activités associatives **-15'317.12**

Revenu net **6'564.34**

COMPTES ANNUELS 2023

BLASER
TREUHAND
BERN

alliance f
Länggasstrasse 10
3012 Bern

BLASER TREUHAND AG
SCHWARZENBURGSTR. 265
CH-3098 KÖNIZ BERN

Telefon 031 372 11 11
Telefax 031 371 45 18
btb@treuhandbern.ch
www.treuhandbern.ch

Köniz, 27. März 2024 / fo

Bericht der Revisionsstelle

an die Mitgliederversammlung des alliance f, Bern

Als Revisionsstelle haben wir die Buchführung und die Vereinsrechnung bestehend aus Erfolgsrechnung und Bilanz des alliance f, Bern für das am 31. Dezember 2023 abgeschlossene Vereinsjahr geprüft. Die Revision der Vereinsrechnung 2022 ist von anderen Revisoren vorgenommen worden.

Für die Vereinsrechnung ist der Vorstand verantwortlich, während unsere Aufgabe darin besteht, die Vereinsrechnung zu prüfen und zu beurteilen.

Aufgrund unserer stichprobenweisen vorgenommenen Prüfungen bestätigen wir, dass

- die Bestandessaldi der Bilanz nachgewiesen sind,
- die Belege mit der Buchhaltung übereinstimmen,
- die Buchhaltung ordnungsgemäss und sauber geführt ist.

Gemäss unserer Beurteilung entsprechen die Buchführung und die Vereinsrechnung dem schweizerischen Gesetz und den Statuten.

Wir empfehlen, die vorliegende Vereinsrechnung mit einem Gewinn von CHF 6'564.34 und einem Eigenkapital von CHF 55'835.29 zu genehmigen.

Blaser Treuhand AG



Stefan Rothenbühler
Dipl. Experte in Rechnungslegung
und Controlling
Leitender Revisor



Christian Flury
Dipl. Wirtschaftsprüfer

Beilage Jahresrechnung 2023

COMITÉ

Maya Graf – Coprésidente, Conseillère aux Etats Verts/BL

Kathrin Bertschy – Coprésidente exécutive, Conseillère nationale PVL/BE

Christina Bachmann-Roth – Présidente Le Centre Femmes Suisse

Elisabetta Crolle – représente le Career Women Forum

Claudine Esseiva – Coprésidente BPW Switzerland

Vivian Fankhauser-Feitknecht – Membre de la commission fédérale de la prévoyance professionnelle

Aurélie Friedli – Membre du comité de la CLAFG

Andrea Gisler – Membre de la Commission fédérale pour les questions féminines

Manuela Kocher – Présidente de Worben, Association suisse des infirmières et infirmiers ASI

Min Li Marti – Conseillère nationale PS/ZH

Hedi Luck-Fasciati – représente le reseau tessinois

Rosmarie Quadranti – Présidente de la Frauenzentrale Zurich, anc. Conseillère nationale

Susanne Vincenz-Stauffacher – Conseillère nationale PLR/SG, Présidente PLR-Femmes Suisse



ÉQUIPE

Agnes Schubert – Co-cheffe de projet Helvetia vous appelle ! et Cash or Crash

Anne-Sophie Keller – cheffe de projet Pro Choice

Flavia Kleiner – Co-cheffe de projet Helvetia vous appelle !

Jenny Mosimann – collaboratrice scientifique

Kathrin Bertschy – co-présidente et directrice déléguée

Kim Furer-Junker – responsable services centraux

Line Magnanelli – traductrice allemand-français

Lorena Strub – collaboratrice communication

Olivia Kühni – responsable politique

Simon Preisig – responsable communication et co-chef de projet Cash or Crash



MEMBRES 2023

AFCA VD - Association Femme et Carrière dans l'Administration VD	GFZ Gemeinnützige Frauen Zürich
ALECSS - Association Latine des Spécialistes en Santé Sexuelle	GLP Schweiz - Frauennetzwerk
BFH Wirtschaft	Helvetiarockt
BPW Club Bern	Israelitischer Frauenverein Zürich
BSJF Bund Schweizerischer Jüdischer Frauenorganisationen	Jüdischer Frauenverein Bern
BVHL Berufsverband Haushaltleiterinnen Schweiz	Jüdischer Frauenverein St. Gallen
career women's forum	KlimaSeniorinnen Schweiz
CLAFG	Lesbenorganisation Schweiz LOS
CLAFV	Modell F - Verein
COMPAGNA Sektion Zürich	NEFU Schweiz
Die Mitte Frauen Kt. ZH	Netzwerk grüne Frauen*
Die Mitte Frauen Schweiz	SAFFA-Bürgerschaftsgenossenschaft
Diversity Job Group GmbH	Schweiz. Mode-Gewerbeverband
EFZ Evangelischer Frauenbund ZH	Schweizerische Gesellschaft Bildender Künstlerinnen
EVP Frauen Schweiz	Schweizerischer Ingenieur- und Architektenverein, netzwerk frau und sia
FachFrauen Umwelt / Professionnelles En Environnement	Société de Morges
Fachstelle Zwangsheirat	Soroptimist International Union Schweiz
FAFTPLUS Fed. Assoc. Femini Ticino	Soroptimist - International Club Basel
FDP Frauen Kanton Zürich	SP Frauen Schweiz
FDP.Die Liberalen Frauen Schweiz	sportif{}
Fondation equal-salary	Stiftung Elternsein
frauenaargau	Stiftung Erforschung der Frauenarbeit
frauennetz kanton schwyz	Stiftung GFZ Gemeinnützige Frauen Zürich
Frauenplus Baselland	StrukturELLE
Frauenverein Wädenswil	SWAN Verein - Swiss Women's Audiovisual Network
Frauenzentrale Appenzell Ausserrohden	TFOS Tibet Frauenorg. CH
Frauenzentrale Bern	Verband Frauenunternehmen
Frauenzentrale Glarus	Verein Beratung und Information zu pränataler Diagnostik
Frauenzentrale Graubünden	Verein Créatrices.ch
Frauenzentrale Luzern	Verein der Diplomatinen des EDA (DIP)
Frauenzentrale Solothurn	Verein Ostschweizerinnen.ch
Frauenzentrale Thurgau	Verein Wybernet
Frauenzentrale Winterthur	VIDUA Org. für Verwitwete - CH
Frauenzentrale Zug	WEFA
Frauenzentrale Zürich	Womenbiz
Frauenzentralen Schweiz	Zonta Club Bern
Frieda - die feministische Friedensorganisation	Zonta Club Zürich
Gemeinnütziger Frauenverein St. Gallen	Zonta Switzerland and Liechtenstein

IMPRESSUM

Édition

alliance F

Länggassstrasse 10

3012 Berne

office@alliancef.ch

Photo de couverture

Aleksandra Zdravkovic

Texte et conception

alliance F
